

CENTRE-VAL DE LOIRE

RETROUVER L'INTÉGRALITÉ DES ANALYSES STATISTIQUES SUR : RAPPORT.SECOURS-CATHOLIQUE.ORG

RÉALISATION : Département Enquêtes et Analyses Statistiques, Pascale Novelli, Léa Ambroise (stagiaire)
Délégations et Comité Régional, Pascale Kramer (réécriture, secrétariat de rédaction)
CORRECTION RÉVISION : Thérèse Benoit



Comme chaque année, les analyses régionales font ressortir quelques caractéristiques de la pauvreté rencontrée dans chacune des régions et leur évolution en 2016. En dehors des territoires d'outre-mer étudiés séparément, chaque analyse régionale s'appuie sur plusieurs milliers de situations. Si rien ne garantit la représentativité de ces échantillons, les difficultés qu'ils révèlent sont bien réelles et, pour la plupart, se retrouvent de façon récurrente d'année en année. Certaines caractéristiques correspondent d'ailleurs à des particularités démographiques ou économiques régionales.

Les quelques éléments de conjoncture et de présentation sont principalement issus de publications des directions régionales de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), réalisées en partenariat avec les autres acteurs des statistiques publiques. Pour chaque région, nous indiquons quelques chiffres de cadrage comparés aux moyennes métropolitaines, à partir de données de l'Insee. Les valeurs indiquées dans ces tableaux sont celles de 2016 ou, à défaut, les dernières publiées.

L'analyse des situations rencontrées par les équipes du Secours Catholique-Caritas France repose sur un ensemble d'indicateurs dont les plus importants figurent dans un tableau général rapprochant les valeurs de ces indicateurs dans la région pour deux années, 2011 et 2016¹, et les valeurs nationales. Un graphique présente en outre quelques points marquants de la région d'après les informations recueillies par le Secours Catholique. L'analyse peut être accompagnée d'exemples d'actions menées par le Secours Catholique et de propositions.

DÉFINITIONS

Situation de pauvreté : personne ou famille rencontrée, soutenue, accompagnée et/ou aidée par le Secours Catholique. Le terme « situation » est à rapprocher de ce que l'Insee désigne par « ménage ». Les deux termes seront employés indifféremment dans ces analyses régionales.

Niveau de vie ou revenu par unité de consommation (UC) : l'unité de consommation permet de comparer les niveaux de vie de ménages de taille différente en prenant en compte leur composition et les économies liées à la mutualisation au sein des ménages. Dans un ménage, le premier adulte compte pour 1 UC, les autres adultes et les enfants de 14 ans ou plus comptent pour 0,5 UC chacun et les enfants de moins de 14 ans comptent pour 0,3 UC chacun. Le revenu du ménage est ensuite divisé par la somme des UC le composant. Cela correspond au niveau de vie du ménage. Cette échelle d'équivalence est utilisée par l'ensemble des pays européens.

¹ Nous prenons une période de cinq ans afin de faire ressortir les évolutions.

CENTRE-VAL DE LOIRE		
Données générales	Centre-Val de Loire	France métropolitaine
Population au 1 ^{er} janvier 2016 en milliers*	2 587	64 145
Taux de chômage 4 ^e trimestre 2016	9,4 %	9,7 %
Part d'étrangers dans la population (2014)	4,5 %	6,4 %
Densité du parc social**	73,2	73,1
Niveau de vie mensuel médian (2013)	1 684 €	1 667 €
Taux de pauvreté à 60 % (2013)	12,5 %	14,5 %
Chiffres 2016 Secours Catholique		Centre-Val de Loire
Situations rencontrées		22 600
Nombre d'équipes		154
Nombre de bénévoles		1 782
Nombre de situations analysées		3 127

* Chiffres provisoires. ** Nombre de logements sociaux pour 1 000 habitants au 1^{er} janvier 2016.

CONJONCTURE¹

Le Centre-Val de Loire est une région relativement riche, où les inégalités sont moins marquées que dans la plupart des régions françaises et où la pauvreté monétaire affecte moins la population qu'en moyenne dans le reste de la France métropolitaine. Elle fait en effet partie des cinq régions les moins touchées par la pauvreté en 2012, avec des situations qui varient néanmoins selon les départements. Si les villes de Tours, Orléans, ainsi que Chartres dans une moindre mesure, bénéficient de conditions assez favorables, tel n'est pas le cas dans les départements situés au sud de l'axe ligérien, en particulier le Cher et l'Indre. Blois, dans le Loir-et-Cher, concentre le plus fort taux de pauvreté du département, avec un niveau de vie médian, inférieur de 16 % à celui observé dans le reste du département. La pauvreté est accentuée dans les communes à caractère rural les plus isolées.

L'année 2016 a été marquée par une amélioration de la situation de l'emploi dans l'ensemble de la région (+ 1,1 %), une progression comparable à celle observée au plan national. Cette croissance est portée par le secteur tertiaire (+2,6 %) et l'emploi intérimaire (+ 19,6 %). En conséquence, le chômage a légèrement régressé, passant de 9,6 % à 9,4 % de la population active entre 2015 et 2016. Plus spécifiquement, il est stable dans l'Indre et en repli dans les autres départements. Le chômage des jeunes a baissé (-7,4 % en

2016), mais les chômeurs de longue durée et les seniors n'ont pas profité de cette amélioration : le chômage des seniors a augmenté de 5,2 % en 2016, après une hausse de 10,4 % en 2015. Les emplois ont été créés dans le commerce et les services, et les offres d'intérim ont augmenté. Des conditions climatiques peu propices en 2016 ont pesé sur la production agricole, ainsi que sur le tourisme régional.

SITUATIONS RENCONTRÉES AU SECOURS CATHOLIQUE

Les équipes du Secours Catholique - Caritas France, présentes principalement dans les espaces ruraux et les petites villes, ont reçu 22 600 ménages, parmi lesquels 17 % vivent dans des communes de plus de 100 000 habitants, soit une part deux fois plus faible que celle des personnes vivant dans des communes de moins de 5 000 habitants. C'est en Centre-Val de Loire que la part des personnes accueillies vivant dans des communes de moins de 5 000 habitants est la plus importante.

Sept personnes sur dix sont rencontrées pour la première fois (un chiffre stable depuis plusieurs années) et les trois quarts d'entre elles sont adressées par les services sociaux. Un nombre plus important de personnes (19,8 %, contre 10,8 % en 2015) prend contact directement avec le Secours Catholique à l'occasion par exemple d'une visite dans une boutique solidaire de vêtements.

La demande alimentaire est la plus importante. Elle concerne 44,1 % des personnes rencontrées, contre 56 % dans l'ensemble des accueils en France, ce besoin étant assez bien couvert par d'autres associations. La demande d'écoute est croissante depuis 2012, passant de 33 % à 43 % en 2016, mais reste inférieure à la moyenne nationale (60,2 % en 2016).

Le sentiment de se trouver dans une situation sans issue est aussi fréquemment exprimé. Les séparations et divorces constituent toujours la principale explication aux difficultés financières et à l'isolement pour 12,3 % des ménages accueillis. La part de demandes d'aide face à des impayés est nettement plus élevée qu'au plan national (28,8 %, contre 18,5 %).

La proportion de personnes étrangères rencontrées est en nette augmentation : près de 40 %, contre 27,5 % en 2015. Il s'agit majoritairement de personnes originaires d'Afrique subsaharienne (Congo, Guinée) et d'Europe de l'Est, respectivement 18 % et 9,8 %. La proportion de personnes bénéficiant d'un titre de séjour est en diminution constante depuis 2011, de 70,2 % à 28,3 % en 2016, et le nombre de personnes sans papiers a doublé en une année, atteignant 27,5 % (contre 19,2 % pour la France entière). La durée moyenne de séjour en France a diminué (6,9 années en 2015, contre 4,9 années en 2016), ce qui confirme l'arrivée récente de migrants dans la région.

Les ménages avec enfants sont toujours majoritaires parmi les personnes rencontrées (55,6 %), tant des pères seuls que des mères seules et des couples. On note une augmentation de la part des hommes seuls (17,5 % en 2015 et 22 % en 2016), en cohérence avec l'augmentation du nombre des migrants en demande d'aide dans leurs démarches administratives, domaine où les équipes sont très actives. On constate d'ailleurs une augmentation des demandes de ce type (de 9,2 % en 2015 à 13,9 % en 2016), une part 1,8 fois plus élevée qu'au niveau national.

La conjoncture économique de la région étant un peu meilleure que la moyenne nationale, le niveau de vie mensuel moyen des personnes rencontrées y est supérieur de 13 %. Il s'établit

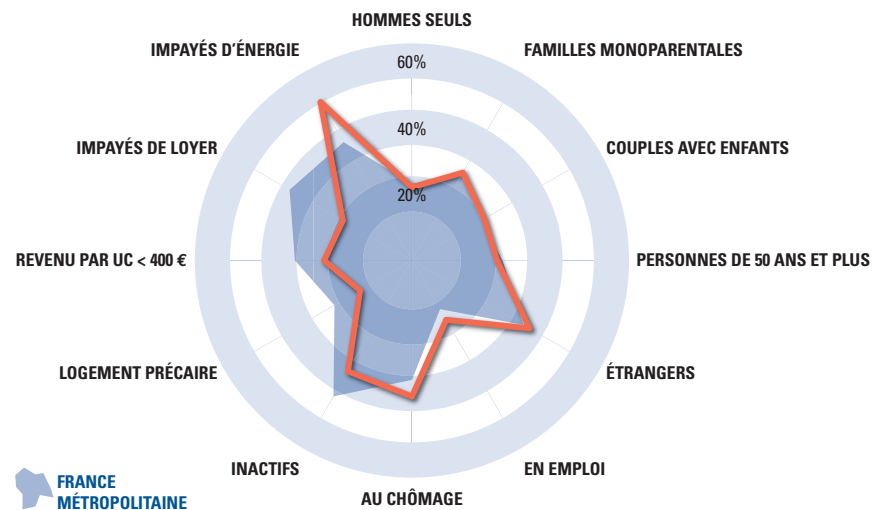
à 584 € par unité de consommation, contre 517 € en moyenne en France. La proportion des ménages disposant de revenus du travail est en diminution depuis trois ans (de 21,2 % en 2013 à 18,8 % en 2016). Un tiers des personnes perçoivent des allocations familiales et 37 % le RSA, ce qui est plus que dans la France entière (respectivement 26 % et 32 % au niveau national).

La proportion de personnes occupant un emploi s'établit à 20,6 %, en légère diminution depuis 2012 (25,1 %). La proportion des emplois à temps partiel est plus élevée que dans le reste de la France (7,3 %, contre 5,2 %). Il s'agit le plus souvent d'emplois précaires et saisonniers, proposés dans le commerce ou les services. En 2016, un tiers des personnes rencontrées perçoivent des revenus du travail et des transferts sociaux (le taux le plus important en France métropolitaine), ce qui montre qu'avoir un travail ne protège pas entièrement de la précarité.

Les ménages rencontrés sont de moins en moins souvent logés en habitats sociaux (46,6 % en 2014, 45,8 % en 2015 et 42 % en 2016) et donc de plus en plus dans des logements privés, plus chers. Ils sont 9 % en centres d'hébergement, contre 2,9 % en 2015, une augmentation certainement due à la plus grande proportion dans les accueils de Centre-Val de Loire de migrants arrivés depuis peu et vivant dans des conditions très précaires. La ruralité du territoire explique la proportion plus élevée de propriétaires (8,2 %, contre 4,3 % en moyenne en France), généralement dans des logements anciens, voire très anciens, mal isolés.

Parmi les personnes rencontrées en 2016, 11 % sont surendettées, mais le nombre de dossiers est en diminution. Près de 80 % des ménages font face à des impayés (contre moins de 60 % au niveau national), de gaz et d'électricité pour 55 % d'entre eux (contre 41,1 % en France entière), et cela alors que le taux d'emploi dans la région est plus important que dans le reste de la France. Une preuve supplémentaire qu'avoir un emploi ne permet pas toujours de faire face à l'ensemble des besoins du ménage. Le montant moyen des impayés s'élève à 703 € (contre 771 €

CENTRE-VAL DE LOIRE



Champ : Ménages rencontrés par le Secours Catholique.

Note de lecture : La région Centre-Val de Loire compte 22% d'hommes seuls, contre 23,1% pour la France entière.

en France entière), en légère augmentation depuis 2015 (669 €).

La région Centre-Val de Loire n'est pas la plus déshéritée des régions françaises. Les personnes pauvres y sont peut-être moins nombreuses qu'ailleurs. Mais les emplois y sont souvent précaires, se trouvant dans des secteurs qui connaissent des variations importantes d'activités (logistique, commerce, services).

EXEMPLES D'ACTIONS MENÉES PAR LE SECOURS CATHOLIQUE

L'augmentation sensible du nombre de migrants dans la région Centre-Val de Loire a conduit les délégations à multiplier les équipes d'accueil capables d'aider aux démarches administratives, à l'alphabétisation et à l'apprentissage du français langue étrangère et de la citoyenneté. Les aides financières et alimentaires, la prise en charge des frais de transport vers les villes d'accueil des demandeurs d'asile sont en augmentation.

Dans certains départements, les équipes sont encore très mobilisées par les nombreuses boutiques solidaires de vêtements, qui constituent des portes d'entrée dans l'association

pour les personnes en situation de précarité, et permettent une mixité sociale et culturelle bienvenue.

À Tours, l'équipe Interm'Aide accueille des femmes victimes de violences et leurs enfants. En Eure-et-Loir se développent des groupes conviviaux qui portent des projets imaginés par les participants dont certains sont en cours de réalisation : boutique solidaire mobile dans le Berry, accueil de jour à Bourges, en partenariat avec d'autres associations, groupe d'accompagnement scolaire collectif en Indre-et-Loire, développement du microcrédit en Loir-et-Cher.

Les transports collectifs, trop souvent inadaptés aux besoins, posent de graves problèmes de mobilité dans cette région rurale. En Loir-et-Cher, grâce au mécénat de la mutuelle d'assurances AG2R La Mondiale, un projet d'achat d'un véhicule sans permis pourrait voir le jour. Le véhicule, géré par l'équipe, serait mis à la disposition des habitants d'un petit bourg afin de remédier aux situations d'isolement.

CENTRE-VAL DE LOIRE		Centre-Val de Loire		France	
		2011	2016	2011	2016
PRINCIPALES DEMANDES D'AIDE (1)	Écoute, accueil, conseil	45,5 %	43,0 %	55,2 %	60,2 %
	Alimentation	59,1 %	44,1 %	58,1 %	56,0 %
	Loyer, factures d'énergie, d'eau	23,4 %	28,8 %	17,7 %	18,5 %
	Mobilité (voiture, transport)	3,7 %	9,7 %	4,6 %	6,5 %
TYPE DE MÉNAGE	Hommes seuls	17,6 %	22,0 %	23,9 %	23,1 %
	Femmes seules	16,6 %	16,5 %	17,1 %	17,1 %
	Couples sans enfants	7,2 %	6,0 %	6,3 %	6,0 %
	Pères seuls	4,2 %	3,4 %	3,1 %	3,6 %
	Mères seules	29,9 %	27,1 %	27,3 %	26,0 %
	Couples avec enfants	24,5 %	25,1 %	22,3 %	24,2 %
ÂGE DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE	Moins de 25 ans	9,0 %	9,6 %	9,2 %	8,3 %
	25-49 ans	64,5 %	64,9 %	65,8 %	64,4 %
	50 ans et plus	26,5 %	25,6 %	24,9 %	27,3 %
PAYS OU RÉGION D'ORIGINE DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE	France	71,9 %	60,7 %	70,2 %	62,2 %
	Maghreb	7,3 %	6,4 %	8,2 %	8,6 %
	Afrique subsaharienne	13,4 %	18,0 %	9,0 %	12,4 %
	Union européenne	1,1 %	1,8 %	3,9 %	3,7 %
	Europe de l'Est (hors UE)	4,3 %	9,8 %	6,0 %	9,4 %
	Autre	1,8 %	3,3 %	2,8 %	3,7 %
STATUT DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE (étrangers hors UE)	Statut accordé	70,2 %	28,3 %	51,8 %	42,1 %
	Statut demandé, en attente	21,4 %	44,2 %	38,7 %	38,7 %
	Débouté, sans papiers	8,4 %	27,5 %	9,5 %	19,2 %
SITUATION AU REGARD DE L'EMPLOI DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE	CDI plein-temps	6,8 %	4,8 %	4,4 %	3,8 %
	Emplois précaires (2)	13,4 %	11,9 %	10,6 %	9,9 %
	À son compte	0,9 %	1,0 %	0,8 %	0,7 %
	Autre travail	1,4 %	1,6 %	1,4 %	1,3 %
	Formation professionnelle	1,5 %	1,4 %	1,5 %	1,2 %
	Sous-total emploi	23,9 %	20,6 %	18,8 %	16,9 %
	Chômage indemnisé ou en attente	13,0 %	14,4 %	12,1 %	11,8 %
	Chômage sans droits reconnus	19,7 %	26,4 %	25,7 %	24,1 %
	Sous-total chômage	32,7 %	40,9 %	37,8 %	35,9 %
	Étudiant	0,9 %	0,9 %	1,2 %	1,3 %
	Inaptitude santé	8,9 %	8,9 %	11,1 %	10,2 %
	Retraite, préretraite	7,6 %	6,5 %	5,7 %	5,6 %
	Au foyer	6,6 %	6,8 %	7,7 %	4,7 %
	Sans droit au travail	3,3 %	3,9 %	7,7 %	13,0 %
	Autre sans emploi	16,1 %	11,6 %	10,0 %	12,3 %
Sous-total inactivité	43,4 %	38,5 %	43,4 %	47,2 %	
TYPES DE RESSOURCES	Ni revenus du travail ni transferts sociaux	13,2 %	14,9 %	17,4 %	22,4 %
	Revenus du travail	10,1 %	8,6 %	7,3 %	7,9 %
	Transferts sociaux	44,4 %	42,8 %	46,0 %	41,9 %
	Revenus du travail et transferts sociaux	32,3 %	33,7 %	29,3 %	27,8 %
REVENU PAR UNITÉ DE CONSOMMATION (en euros 2016)		563 €	584 €	526 €	517 €
EXISTENCE D'IMPAYÉS		57,7 %	79,3 %	59,5 %	56,3 %
IMPAYÉ MÉDIAN (en euros 2016)		900 €	703 €	829 €	771 €
NATURE DES IMPAYÉS	Loyer, mensualités d'accession	41,0 %	24,0 %	42,2 %	42,5 %
	Gaz, électricité, combustibles	43,1 %	55,0 %	40,6 %	41,1 %
	Eau	18,5 %	20,5 %	16,7 %	17,7 %
	Découvert bancaire	21,8 %	19,6 %	22,5 %	22,6 %
TYPE DE LOGEMENT	Logement stable (3)	88,2 %	82,0 %	77,5 %	73,1 %
	Logement précaire (4)	11,8 %	18,0 %	22,5 %	26,9 %

(1) Pourcentage de ménages formulant ce type de demande. (2) CDD, intérim, travail saisonnier, temps partiel, emplois aidés. (3) Location HLM, location privée, habitat collectif, propriétaire.

(4) Hôtel, pension, garni, caravane, famille, amis, centre d'hébergement, abri de fortune, rue.